



service de l'information (514) 598-2155
1601, de Lorimier, Montréal H2K 4M5

no 153

semaine du 12
au 18 mars 1982

3
AVRIL
MANIF

nouvelles csn



**Chicoutimi
duyn-noranda
Québec**

**TROIS ÉTAPES
D'UNE
MOBILISATION**



agenda du mouvement

mars

- 19-20 FNSBB bureau fédéral, à Lévis
- 19-20 conseil central de Trois-Rivières sommet populaire
- 19-21 FESP conseil fédéral
- 22-26 FAS tournée des 450 syndicats
- 23 CSN-CEQ-FTQ la tournée des trois présidents est à Trois-Rivières
- 24 CSN-CEQ-FTQ la tournée des trois présidents est à Hull
- 25-28 FNEO conseil fédéral
- 29 CSN-CEQ-FTQ la tournée des trois présidents est à Rimouski
- 29-30 CSN équipe fédérale d'organisation
- 29-2 CSN formation session pour les salarié-e-s sur les grèves
- 30 CSN-CEQ-FTQ la tournée des trois présidents est à Sherbrooke
- 30-31 CSN bureau confédéral
- 31 FPSCQ réunion des secteurs, à Montréal

avril

- 1-2 CSN bureau confédéral
- 1-2 FTPF réunion d'équipe, à Montréal
- 1-2 FPSCQ bureau fédéral, à Montréal
- 2-3-4 conseil central à Montréal deuxième sommet populaire
- 3 CSN-CEQ-FTQ manifestation à Montréal, 12 heures, contre la crise
- 5-7 CSN formation session pour les salarié-e-s sur les régimes de rentes

l'équipe nouvelles csn

rédaction: Jean-Noël Bildeau, Jean-Anne Bouchard, Guy Ferland, Jacques Gauthier, Henri Jalbert, Luc Latraverse, Jean-Pierre Paré, Gaston Pouliot, Michel Rioux.

diffusion: André Sauvé.

secrétaire: Louise Filteau.

télécommunications: Jeanne Belzil, Bérangère Marchand.

photographie: archives CSN, Pierre Gauvin-Évrard, Bertrand Carrière, François Rivard et Louise de Grosbois et Hélène Rochon

collaboration: Édith Pariseau

nouvelles csn, organe officiel de la CSN, paraît tous les lundis à l'intention des travailleurs et des travailleuses.

Composé, monté et imprimé par les travailleurs et travailleuses de Interlitho Inc., 254 Benjamin-Hudon, Ville St-Laurent.



Holiday Maintenance

UNE VICTOIRE POUR LES PLUS DÉMUNIS

Congédiés depuis la mi-septembre 1981, les 130 travailleuses et travailleurs de la compagnie d'entretien ménager Holiday Maintenance retrouveront prochainement leurs emplois antérieurs au bureau de poste de Ville Saint-Laurent.

C'est là l'effet principal de la décision rendue cette semaine par le commissaire du travail Roger Lecavalier sur la requête en vertu de l'article 45 du Code du travail (transmission des droits et obligations reliés à un certificat d'accréditation) présentée à l'automne par le Syndicat des travailleurs(euses) de Holiday (CSN).

les faits

Rappelons les faits: mars 1981, le syndicat CSN dépose sa requête en accréditation auprès du ministère du Travail. Le 15 mai, le syndicat est accrédité. Les négociations de la première convention collective sont entamées lorsque le contrat de Holiday Maintenance avec le ministère des Travaux publics du Canada vient à échéance. Un autre sous-contractant, J.M.P. Maintenance, présente une soumission inférieure à celle de Holiday et obtient le contrat. En septembre, les 130 employé-e-s de Holiday, pour la plupart des immigrants, sont congédiés et remplacés par ceux de J.M.P.

des pressions

Manifs, occupations, conférences de presse: les syndiqué-e-s de Holiday Maintenance exigent que soit appliquée une décision récente du juge Robert

Burns du Tribunal du travail. Cette décision, unique et minoritaire jusqu'alors, stipule que la transmission des droits et obligations reliés à un certificat d'accréditation s'applique tout autant lors d'un changement de sous-contractants qu'à l'occasion de la vente d'une entreprise. Ce qui leur permettrait de conserver et leurs emplois, et leur syndicat CSN.

un précédent

Pour trancher la question une fois pour toutes, le Tribunal du travail a décidé de former en décembre 1981 un banc spécial constitué de tous ses juges et dont la décision servira d'arrêt et de point de repère pour l'avenir. Lors de ces auditions, seule la CSN défend le point de vue des travailleurs et travailleuses: le local 298 de l'Union des employés de service, majoritaire dans le secteur, défend la même position que l'Association des employeurs.

Le mois dernier, le Tribunal a rendu sa décision majoritaire dans le sens du jugement Burns, comme le réclamait la CSN.

C'est donc en s'inspirant de cette décision que le commissaire du travail Lecavalier vient de rendre justice aux syndiqué-e-s de Holiday.

Cela aura notamment pour effet de civiliser quelque peu cette jungle que constitue le secteur de l'entretien ménager où chaque employeur cherche à soumissionner à un moindre coût que l'autre, mais toujours au détriment des conditions de travail de ses employé-e-s.

REPORTAGE

**ASSEMBLÉES PUBLIQUES,
CONFÉRENCES DE PRESSE, LIGNES
OUVERTES, PUBLICITÉ**

La FTQ, la CEQ et la CSN mobilisent contre le chômage, les fermetures d'usines, les taux d'intérêts et les coupures de budgets sociaux.



À Chicoutimi lundi, à Rouyn-Noranda mardi, à Québec mercredi, l'un des messages de la salle qui est revenu avec le plus d'insistance, c'est celui de la satisfaction des syndiqué-e-s de voir les trois centrales organiser ENSEMBLE la mobilisation et mettre de l'avant des propositions communes de sortie de crise.

De la part des présidents Louis LaBerge, Robert Gaulin et Norbert Rodrigue, un message commun, qui sert en même temps d'avertissement: Ceux qui pensent que les travailleurs et travailleuses syndiqué-e-s vont accepter de faire les frais d'une crise dont ils ne sont pas responsables se préparent des lendemains douloureux.

dépôts garantis 17%
le QUOTIDIEN
Chicoutimi, mardi 16 mars 1982
35¢
44 pages
Le Baratin

Leaders syndicaux à Chicoutimi
Lancement de la tournée de mobilisation Page 3



Mort du député Tom Cossitt



CRISE CARDIAQUE — Le député fédéral a été emporté par une crise cardiaque au moment où il s'apprêtait à des membres de son parti à Brémerville en Ontario.
Page 10

Price à Alma
Fermeture temporaire Page 3

Alcan pris à partie par Vaillancourt Page 3

Un an déjà!

Où il y a déjà un an que votre journal Le Quotidien vous est présenté sous sa forme actuelle, petit format.
Le 16 mars marque donc une étape importante dans la jeune histoire de votre quotidien régional qui publie depuis le premier octobre 1975. Le changement de formule nous avait été fortement recommandé par des centaines de lecteurs et la décision prise en mars l'an dernier s'est avérée heureuse.
Depuis, le Quotidien peut compter sur 30.000 fidèles abonnés qui apportent continuellement des suggestions afin que leur journal réponde mieux encore à leurs attentes.
Nous les remercions de leur appui et avec eux, nous entreprenons une autre année avec beaucoup d'optimisme.
La direction



La conférence de presse tenue à Chicoutimi, dans les locaux de la CSN, a connu un fort impact régional.

des blitz régionaux

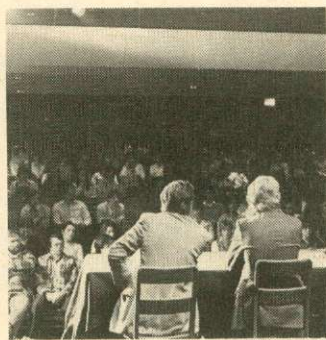
Dans les trois régions qui ont été visitées la semaine dernière, ce sont de véritables opérations-blitz qui se sont déroulées.

Bien sûr, les militants locaux mettent tout en oeuvre pour qu'à l'occasion de leur passage dans la région, les dirigeants syndicaux rencontrent le plus de monde possible, accordent le plus possible d'entrevues à la presse, participent aux lignes ouvertes, aillent rencontrer les travailleurs et travailleuses en lutte sur les lignes de piquetage. En plus, bien sûr, de livrer leur message à l'assemblée publique qui se tient en soirée.

Cela fait des journées passablement mouvementées, on le comprendra. Un exemple: Le plan préparé par les organisations syndicales régionales du Nord-Ouest prévoyait qu'à 16:45 heures, le groupe prenait le souper en compagnie de militants et militantes de la région. Mais c'est à cette heure précise que les trois présidents sortaient du restaurant où, en trois quarts d'heures, ils avaient enfilé un dîner rapide, après avoir participé à une ligne ouverte, accordé des entrevues télévisées et tenu une conférence de presse.

En descendant de l'avion, le président de la FTQ s'était arrêté encourager des employé-e-s d'une caisse populaire en grève à Rouyn.

À Québec, ce sont les travailleurs et travailleuses de Vaillancourt, qui luttent pour la réouverture de leur boulangerie, que les trois présidents sont allés rencontrer sur place. Quelques instants auparavant, ils avaient pris un lunch à la cafétéria du Cégep de Ste-Foy en compagnie d'étudiants, de professeurs et d'employé-e-s de soutien.



des choix politiques

La tournée des dirigeants syndicaux n'est pas passée inaperçue, c'est le cas de le dire.

À Chicoutimi, où pas moins de 1,000 personnes (selon le journal local Le Quotidien) se sont massées dans une salle du Motel le Montagnais, l'enthousiasme était visible. Et quand Norbert Rodrigue a donné

comme exemple des choix politiques qui déterminent la capacité de payer du gouvernement le fait que ce même gouvernement accorde un cadeau qu'on peut évaluer à au moins \$250 millions par année à la multinationale Alcan, les applaudissements n'ont pas manqué. "Si l'Alcan payait la valeur réelle de ce que représente l'utilisation d'une richesse — les rivières — qui appartient à la collectivité, comme cela se fait dans d'autres provinces, ça ferait toujours ça de plus dans les coffres de l'État, a soutenu le prési-

dent de la CSN, ajoutant que le bilan de ces courbettes devant la multinationale, c'était une chute réelle de l'emploi dans la région".

"C'est faire insulte à ceux et celles qui travaillent que de vouloir ainsi les culpabiliser parce qu'ils travaillent", a dit Norbert Rodrigue.

Ce sont des choix politiques de cette nature qui font que les travailleurs, les travailleuses et les couches populaires sont appelés à supporter un fardeau scandaleux durant cette période de crise, a-t-il ajouté.

C NATIONAL Nouvelles expériences de gestion C-2
Désultats stimulés par le pape C-6

LE SOLEIL contente vos moeurs 647-3333

AFFRONTER LA CRISE

Les travailleurs pourraient gagner de nouveaux pouvoirs

Les Abitibiens se croisent les doigts

Colloque de la FTQ sur les compressions

le sens de la tournée

À une question d'un journaliste, Robert Gaulin devait préciser le sens de la tournée entreprise par les trois présidents. "Si nous ne parlons pas des négociations dans le secteur public, ce n'est pas parce qu'on a honte d'être syndiqués, qu'on a honte de s'être donné des syndicats pour nous protéger. C'est parce que nos conventions

c'est pour que le monde puisse acheter des chemises, des poêles, des frigidaires que des hommes et des femmes produiront dans les usines. Les taux d'intérêts, ça met de l'argent dans les coffres des banques et ça fait fermer les usines, les petites et moyennes entreprises".

Norbert Rodrigue devait ajouter que ce n'était certes pas le niveau du salaire minimum qui avait provoqué la faillite de plus de 3,000 entreprises en 1981 puis-



collectives ont encore neuf mois à courir et qu'aujourd'hui, ce qui presse, c'est le chômage, les fermetures d'usine et les mises à pied, les taux d'intérêts qui étranglent le monde et qui empêchent la possibilité de toute relance de l'économie".

la responsabilité d'Ottawa

Sur cette question des taux d'intérêts, Norbert Rodrigue devait fustiger le gouvernement fédéral et sa politique monétariste, qui nous conduit au marasme actuel. "Le salaire minimum, ça met de l'argent dans les poches des plus mal pris. Ça leur permet de vivre un peu mieux. Et si on exige qu'il soit relevé,

que sa valeur a baissé d'au moins 20 pour cent depuis que le ministre Johnson a mis fin à son indexation il y a quatre ans.



À Rouyn-Noranda, plusieurs ouvriers de l'usine de la Noranda étaient venus assister à l'assemblée syndicale en portant fièrement leur coupe-vent aux couleurs de la CSN.

on n'a pas eu de cadeaux

Dans chacune des villes visitées, alors que les propositions des centrales syndicales étaient expliquées tant en conférence de presse qu'en assemblées, le président de la CSN s'est acharné à faire la démonstration que les travailleurs, les travailleuses et les couches populaires n'avaient jamais reçu de cadeaux de la part des partis politiques.

"Ni de Lesage, ni de Trudeau, ni de Lévesque, devait-il préciser.

Les acquis sociaux en santé et en éducation que nous avons, ce sont des gains que nous avons arrachés ensemble, le mouvement syndical organisé.

"Pour faire face à la crise, pour aller chercher de nouveaux pouvoirs, il faut réussir l'unification de toutes les forces vives du Québec autour d'objectifs précis", a déclaré Norbert Rodrigue à plusieurs reprises.

La récession doit être combattue et non pas subie

par Gilles Lalancette

CHICOUTIMI — C'est au Saguenay-Lac-Saint-Jean que les chefs des trois grandes centrales syndicales ont donné le coup d'envoi de la tournée de mobilisation des troupes à l'aube de la ronde de négociations dans le secteur public et para-public.

Le discours de Louis Laberge, Norbert Rodrigue et Robert Gaulin est tout d'abord beaucoup plus large. La toile de fond de cette tournée, qui aboutira avec la grande manifestation du 3 avril à Montréal, est la solution permettant de combattre la crise économique actuelle.

Les dirigeants syndicaux estiment qu'on peut combattre la récession autrement que de la subir comme le démontre la vanité des gouvernements qui, selon le président de la CSN, ont déjà démissionné.

Ce qu'il faut combattre dans le contexte actuel, de la



Louis Laberge



Norbert Rodrigue



Robert Gaulin

vis des trois chefs, c'est l'apathie du gouvernement du Québec et la "masdite" politique monétariste du fédéral comme le dit Louis Laberge. Pour les présidents de la

CSN, FTQ et CEQ le mal à guérir en cette période c'est le chômage et non pas l'inflation. "Il faut que les gouvernements mettent de l'avant des programmes qui vont per-

mettre de relancer la productivité. La construction est en crise, les usines ferment et les PME tombent comme des mouches", constatent les présidents.

Hier soir, dans le cadre d'une soirée de solidarité, pas moins de 1,000 travailleurs se sont rendus à l'hôtel Le Montagnais pour y entendre le discours des trois chefs et discuter sur les solutions pour juguler la crise.

Face aux problèmes, la FTQ, la CSN et la CEQ mettent de l'avant une série de propositions qui s'adressent tant au gouvernement d'Ottawa qu'à celui du Québec. Parmi les solutions mentionnées:

— Mise sur pied de programmes de création d'emplois et de soutien à l'emploi;

— Réduction immédiate et sélective des taux d'intérêt;

— Accès véritable à la syndicalisation, notamment par la syndicalisation multipatronale;

— Loi visant à prévenir les fermetures et les licenciements et caisses de stabilisation d'emploi;

— Et maintien intégral des divers programmes sociaux et d'éducation.

Travailleurs, boucs émissaires

Le gouverner culpabilise

REPORTAGE

**des syndicalistes québécois
au Nicaragua**

UNE RÉVOLUTION POPULAIRE FACE À LA PUISSANCE AMÉRICAINE



Nicaragua: un pays à reconstruire



En février, une délégation de syndicalistes de la CSN et la CEQ et des représentants d'organismes de soutien à l'Amérique latine se rendait au Nicaragua à l'invitation de la Centrale sandiniste des Travailleurs (CST). nouvelles-csn a rencontré 3 membres de la CSN qui faisaient partie du groupe: Jacques Tanguay, Pierre Dupont et Pierre Lanouette. À l'heure où le danger d'une intervention militaire des États-Unis devient de plus en plus menaçant, leur témoignage apporte des éléments pour nous permettre de mieux comprendre la réalité de ce pays nouvellement indépendant.

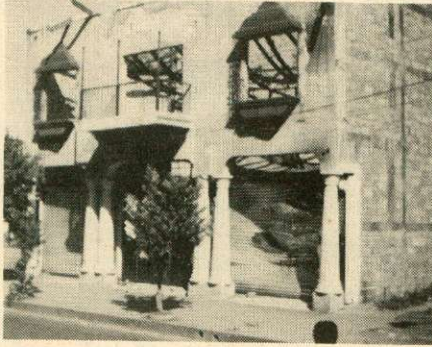
En juillet 1979, l'insurrection populaire, dirigée par les forces sandinistes chassait le dictateur Somoza du pays. L'insurrection a sonné le glas au règne d'une oligarchie soutenue par les USA et fortement concentrée autour de la famille Somoza. À elle seule, la famille Somoza contrôlait 30% des terres du pays et toute l'industrie de la construction. Après sa chute, Somoza ne laissa aux Nicaraguayens que les dettes qu'il avait contractées avec d'autres pays. La guerre de libération avait fait 50,000 morts, 50% de la population était illettrés, le peuple n'avait aucune expérience dans la pratique

de gouverner. Mais l'indépendance était conquise et désormais tout était possible.

**le régime
sandiniste: un
modèle
typiquement
nicaraguayen**

Au cours des dix jours de leur visite, les délégués du Québec ont pu avoir une bonne idée de comment la vie est organisée depuis la libération. Ils ont visité des syndicats, des journaux, des hôpitaux, une raffinerie de sucre, une mine ayant appartenu à Noranda. Ce qui semble avoir le

L'offensive américaine au Nicaragua



La libération au Nicaragua ne date que de 3 ans et déjà le bilan est impressionnant. La campagne d'alphabétisation a permis de réduire à 12% le taux d'analphabètes qui était de 80% en 1979. En 1981, le taux de croissance de l'économie a atteint 8%, un des plus élevés en Amérique latine. Le chômage a été réduit de moitié.

Tout cela ne s'est pas fait sans problème. Les responsables nicaraguayens rencontrés par la délégation québécoise ont soulevé certains problèmes de bureaucratisme, l'insatisfaction de certains secteurs de la population quant aux priorités pour la reconstruction et l'appétit de la bourgeoisie pour la consommation à l'américaine qui coûte cher au pays.

Le gouvernement a été forcé en septem-

plus frappé nos confrères, c'est l'originalité du régime sandiniste.

une économie mixte

L'économie n'a pas été complètement socialisée après la libération. Le socialisme intégral n'est d'ailleurs pas inclus dans le programme sandiniste. Mais l'orientation fondamentale c'est de favoriser le contrôle populaire sur les priorités économiques, tant dans le secteur nationalisé que dans le secteur privé. La production qui sort du secteur privé représente pas moins de 60% du produit national brut du pays.

L'économie est mixte

mais planifiée. Les usines et les terres laissées improductives sont confisquées et remises au peuple ou à l'État.

La bourgeoisie nationale qui s'est opposée à Somoza a donc toujours une place dans la société nicaraguayenne, pourvu qu'elle contribue au développement économique du pays.

L'économie repose presque exclusivement sur les ressources agricoles (café, sucre, coton) et les minerais. Le pays est dépourvu de sources d'énergie. La totalité des ventes de café et 85% des ventes de sucre sur le marché mondial sert donc à l'achat du pétrole.

bre 1981 d'adopter des lois d'urgence. Elles comprennent une série de mesures visant à empêcher la fuite de capitaux et l'interdiction du droit de grève, avec l'accord de la CST. À cette occasion, l'extrême-droite s'est d'ailleurs faite le plus farouche défenseur du droit de grève. Récemment, le régime déclarait l'état d'urgence à travers le pays, limitant du même coup l'exercice des droits démocratiques.

Le directeur de l'institut de recherches économiques et sociales de Managua, le père Xavier Gorostiaga, de passage à Montréal récemment affirmait que la situation au Nicaragua ne peut être isolée du contexte international de crise; si le régime a été forcé de recourir à des lois d'urgence en '81, c'est pour assurer le maintien du niveau de vie du peuple alors que le pays devrait faire face à la réduction du crédit international, au blocus économique pratiqué par les USA et à la baisse du prix de ses produits d'exportation (surtout le café, le sucre et le coton).

Le Jésuite nicaraguayen a longuement



parlé de la campagne de Washington contre le régime sandiniste. Une campagne qui va en s'intensifiant:

- 1,000 militaires partisans de Somoza sont présentement entraînés aux États-Unis et au Honduras;

- des contingents somozistes font régulièrement des incursions au Nicaragua à



partir du Honduras, avec le soutien de l'armée hondurienne;

- la CIA américaine aurait investi \$26 millions pour des manœuvres visant à déstabiliser le régime de l'intérieur;

- Washington tenterait également à coup de programmes d'aide d'entraîner le reste de l'Amérique centrale et latine dans la lutte contre le Salvador et le Nicaragua;

- une intense campagne de presse, au niveau international, cherche à isoler le Nicaragua, l'exemple le plus récent a été le "scandale" autour des Indiens Miskitos.

le sort des Indiens Miskitos

La presse a fait beaucoup de bruit sur cette minorité qui vit à la frontière du Hon-

le pluralisme politique sous la direction du peuple

Le pays est gouverné par un Conseil d'État composé de 57 membres de diverses tendances. La majorité appartient aux organisations de masse, la tendance sandiniste y est dominante. Les capitalistes, grands et petits, demeurent très présents dans la vie politique du pays. Il existe 12 partis politiques au Nicaragua, dont 5 font partie de l'opposition de droite. La bourgeoisie favorable aux "démocraties occidentales" contrôle le journal qui a le plus fort tirage au pays: "la

Prensa", bien connu pour ses multiples critiques adressées au gouvernement sandiniste.

Le contrôle populaire ne se fait pas qu'à la direction du pays, il est fortement décentralisé et s'exerce par les Comités de Défense Sandiniste (CDS). Pendant la guerre de libération, ces comités servaient d'appuis logistiques à la guérilla. Aujourd'hui, ils regroupent de 2 à 300,000 personnes, sur une population totale de 2 millions. Ils sont présents tant au niveau national qu'à l'échelle des quartiers. Leur rôle consiste surtout à veiller à l'application des mesures adoptées par le gouvernement

duras, à proximité du fleuve Rio Coco. En décembre, le journal français, le Figaro, publiait une photo d'un massacre perpétré contre eux par Somoza en 1978 en l'attribuant au régime sandiniste.

De par leur situation géographique, les Miskitos étaient isolés et à la merci des incursions des Somozistes basés au Honduras. Leur territoire était aussi périodiquement inondé par les débordements du Rio Coco. Le gouvernement de Managua a donc décidé de les relocaliser à 100 km à l'intérieur des terres. Ce "grand dérangement" a été, selon un évêque miskito "pénible mais nécessaire". Les sandinistes ont ensuite brûlé le principal village des Miskitos pour éviter qu'il ne serve de base aux forces somozistes. Récemment le New York Times publiait une photo du village en cendres, preuve du "terrorisme" des sandinistes à l'égard des Miskitos.

Le régime sandiniste évalue qu'une intervention militaire des États-Unis est plus que probable. Les solutions politiques ont à peu près toutes été épuisées. La médiation de pays tiers comme le Mexique ou la France ne plaît pas aux États-Unis. Ce que veut Washington c'est rien de moins que le contrôle, l'hégémonie sur cette région du monde. Le Nicaragua représente un exemple "dangereux" aux dires de Washington, mais "dangereux" pour quoi?

d'autres stages seront organisés

"Nous pouvons dire que nos objectifs de mieux connaître le processus révolutionnaire au Nicaragua et de développer des liens de fraternité, d'amitié et de compré-

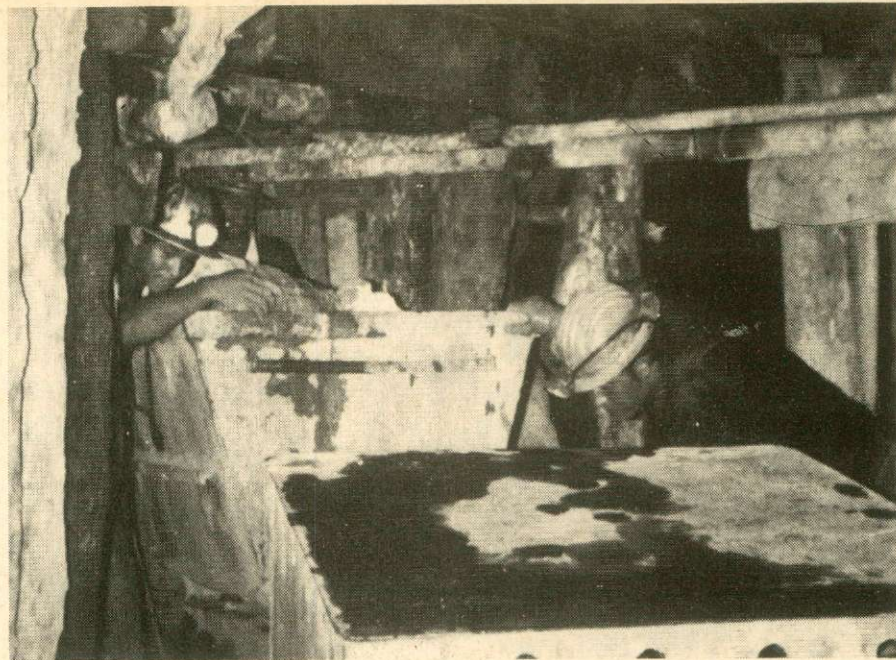
et au bien-être de la population. Ils tentent de prévenir la corruption et le sabotage. Ils se définissent également comme un outil d'éducation de la population. Par exemple, ce sont eux qui mènent la lutte contre la prostitution.

Aux côtés des CDS existe un grand nombre d'organisations de masse, dont AMNLAE, une organisation pour les femmes, représentée au Conseil d'État. Les membres de la délégation ont été particulièrement impressionnés lors de la rencontre avec Dora Maria Tellez. Cette femme qui a combattu dans l'armée de guérilla à titre de "commandante" occu-

pe aujourd'hui la vice-présidence du Conseil d'État. Elle leur a expliqué que sur la question des femmes, il reste encore beaucoup de chemin à faire. Les lois reconnaissent l'égalité aux femmes, mais il faut leur donner les moyens pour qu'elles puissent l'exercer. La campagne d'alphabétisation a contribué à faire avancer leur cause, les femmes ayant été pour la plupart privées de toute instruction.

les organisations syndicales

Le pluralisme s'applique également au mouvement syndical. Aux côtés des centrales pro-sandinistes,



hension mutuelle ont été atteints. Notre solidarité devra être cohérente. On nous a demandé de dire aux autres ce que nous avons vu. Nous escomptons pouvoir leur manifes-

ter notre solidarité dans ces moments d'agression dont ils sont victimes."

D'autres stages au Nicaragua seront organisés par CISO.

les organisations syndicales

CST (sandiniste)
416 syndicats
44,000 membres

ATC (syndicats agricoles)
404 syndicats
26,000 membres

FETSALUD (la FAS nicaraguayenne)
22 syndicats
23,000 membres

ANDEN (enseignants)
14,000 membres

CTN
46 syndicats
3,400 membres

CUS (de gauche)
27 syndicats
1,200 membres

CAUZ (d'opposition)
22 syndicats
1,200 membres

CGT(1) (communiste)
14 syndicats
1,500 membres

on retrouve des centrales d'opposition qui se rangent carrément du côté du patronat. Avec ses 44,000 membres et 416 syndicats affiliés, la Centrale sandiniste des travailleurs est la plus importante.

Il existe une structure nationale, appelée Coordination syndicale du Nicaragua (CSN..!) qui rassemble les syndicats de différents secteurs (agricole, santé, enseignement) mais où 2 organisations syndicales de droite refusent de participer. L'une d'elles, la Centrale des travailleurs du Nicaragua, semble jouer le rôle de bras syndical de la bourgeoisie nationale. Elle

fait partie de la "Coalition démocratique", un regroupement de partis politiques d'opposition, de corporations professionnelles et de ce qui fait office de conseil du patronat. Sa force est difficile à évaluer: selon les chiffres du ministère du Travail, la CTN aurait 3,400 membres alors qu'elle-même prétend avoir quelque 60,000 membres. La délégation a rencontré le secrétaire général de cette centrale d'opposition, son discours reflétait fidèlement les positions de "la prensa": défense du capital privé, farouche anti-socialisme et critiques sévères à l'endroit du régime.

au conseil fédéral



"Il n'y a qu'une lutte à mener, une lutte syndicale, avec l'ensemble du peuple, pour forcer les changements sociaux. Pour réussir, il faut l'établissement d'un rapport de forces efficace".

En clôturant de cette façon le dernier Conseil fédéral qui s'est tenu à Montréal, le président Norbert Rodrigue livrait les couleurs de la centrale. La lutte, en effet, se livre sur plusieurs terrains à la fois. C'est ce que la majorité des délégués avait compris en adoptant la résolution unanime de l'exécutif de la CSN d'être présents au Sommet économique qui se tiendra à Québec au début d'avril.

"Le Sommet, cela représente un terrain de lutte comme un autre, pour une organisation syndicale qui prétend avoir des propositions à formuler, qui assure parler au nom de milliers de travailleurs du secteur privé, aux prises avec des mises à pied et des fermetures, et qui porte les espoirs de ceux et celles qui n'ont pas, comme les syndiqué-e-s, les moyens de se défendre et de faire entendre leurs revendications", a précisé Norbert Rodrigue à Rouyn-Noranda, mardi.

La FTQ a déjà fait savoir qu'elle serait présente au Sommet. La CEQ définira sa position à la fin de mars; le président Robert Gaulin

a, par ailleurs, annoncé publiquement qu'il recommanderait à son conseil général que la CEQ y soit, avec les deux autres centrales.

Au cours du débat sur la question au Conseil, plusieurs points de vue se sont exprimés avant qu'une majorité de deux-tiers environ ne tranche. Ainsi, pour Irène Ellenberger, du Conseil central de Montréal, être au Sommet équivaut à s'inscrire dans la stratégie du gouvernement. Quant au président de la FAS, Donatien Corriveau, pour qui il n'est pas question d'aller négocier quoi que ce soit à cet endroit, nous devons y être afin de porter les revendications des travailleurs. Pour le vice-président Christophe Auger, les débats sur le sujet se sont faits dans un meilleur esprit que les précédents, en 1977 et en 1979. Pour Gérard Larivière, de la fédération des professionnels et cadres, ceux qui craignent que la centrale soit récupérée par le gouvernement en raison de sa participation au Sommet semblent manquer de confiance en leur organisation.

LES SERVICES ESSENTIELS

"Une loi qui ne respecterait pas les travailleurs et travailleuses du secteur public ne pourrait être respectée" — **Norbert Rodrigue**

Appelé à commenter la manchette du journal Le Soleil alors qu'il était de passage à Québec, mercredi, dans le cadre de la tournée des dirigeants des trois centrales, le président de la CSN a d'abord déclaré qu'il s'agissait là, à son avis, d'une fuite fort bien calculée de la part d'une certaine tendance au sein du gouvernement.

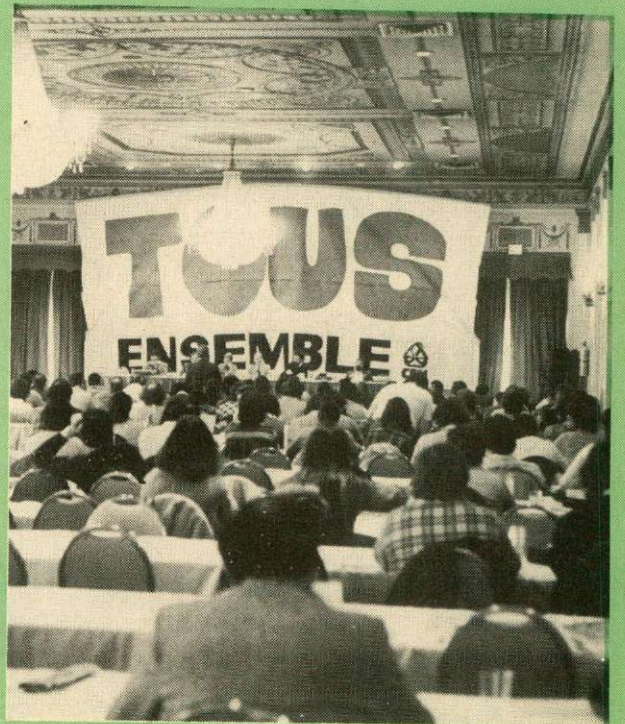
"Quoi qu'il en soit, a-t-il ajouté, nos positions là-dessus sont très claires.

D'abord, les travailleurs et travailleuses des Affaires sociales ont toujours reconnu la nécessi-

té d'assumer les services essentiels en cas de conflit.

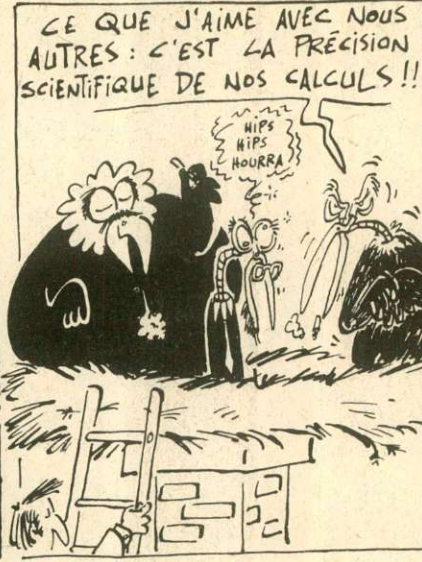
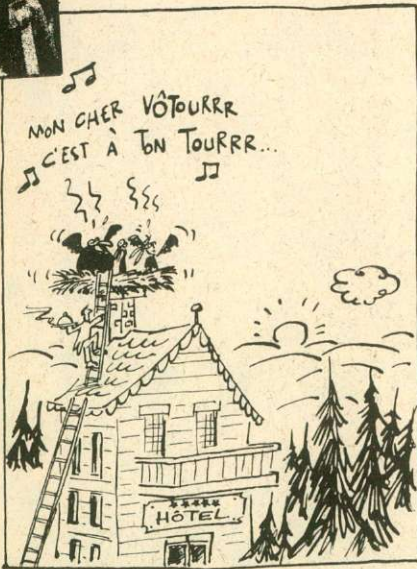
Ensuite, toute intervention législative qui ne serait pas fondée sur le respect des travailleurs et travailleuses des Affaires sociales ne pourrait être respectée par ces mêmes travailleurs et travailleuses.

Enfin, toutes les organisations syndicales se sont déclarées d'accord avec les conclusions du rapport Piacard, qui présidait le Comité sur les services essentiels. Nous disons au gouvernement de poursuivre dans cette direction".





LES ADDITIONS DU GRAND VÔTOURR



Le Parminou

Lors du dernier Conseil Confédéral à Montréal le 12 mars dernier, le théâtre Parminou a remporté un grand succès auprès des délégués avec sa pièce "Bonne Crise Lucien".



LES ÉLUCUBRATIONS DU "PARRAIN" DE BELL CANADA:

- **RAMENER LES SALAIRES DU SECTEUR PUBLIC À CEUX DU PRIVÉ NON SYNDIQUÉ**
- **LA LOI 101 POSE DES PROBLÈMES**
- **HAUSSE DE TARIFS DE 15%**

Les appuis de M. Lévesque

Profitant de sa tribune au "Cercle Canadien" qui comporte en majorité des hommes et des femmes d'affaires, Jean De Grandpré président du conseil de Bell Canada leur a servi un menu complet.

Comme tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, l'entrée est passée en douce. M. De Grandpré a félicité M. Lévesque dans ses efforts de vouloir ramener les salaires des employés du secteur public à ceux du privé. Il en a profité pour inviter les hommes d'affaires anglophones à suivre son exemple dans les prochaines conventions collectives.

Mais M. De Grandpré n'a pas révélé s'il ramènerait son salaire à ceux des travailleurs des secteurs public et privé. Comme président de Bell Canada et de Northern Télécom, Jean De Grandpré gagnait en 1980 635,667\$ et en 1981 850,000\$, selon le journal "Les Affaires".

Le plat de résistance avait comme un os. La viande était rare et présageait le dessert. M. De Grandpré a critiqué la loi 101 et ses difficultés d'application dans les compagnies anglophones.

Le dessert évidemment était très sucré comme la tire sur la neige. Les dentiers ont dû se coller aussi. Le président de Bell a annoncé le dépôt d'une demande de hausse de tarifs de 15% au CRTC l'automne prochain.

L'année dernière Bell Canada enregistrerait des profits faramineux de l'ordre de 560\$ millions par rapport à l'année précédente alors qu'ils étaient de 273 millions de dollars.

À en juger par le salaire annuel de M. De Grandpré et les profits faramineux de Bell Canada, nous espérons que M. Lévesque répondra à l'appel de ses militants qui ont inscrit au programme du parti québécois la nationalisation de cette entreprise.

De tels profits l'aideraient peut-être à éponger une partie des déficits de son ministre des Finances.

OUTAOUAIS: DES COUPURES AVEUGLES

Le Syndicat du Centre des services sociaux de l'Outaouais compte actuellement 154 membres. Philippe Cauchy est travailleur social au CSS Outaouais depuis août 1978 et il est aussi membre du comité de négociations des Affaires sociales à la FPSCQ. **Nouvelles-CSN** est allé le rencontrer.

—**n.csn**: Quelles sont les principaux champs d'intervention des Centres de services sociaux et quels types d'emplois y retrouve-t-on?

“On y retrouve 4 champs d'intervention: protection de la jeunesse et l'adoption; l'intervention dans les familles afin de désamorcer les situations conflictuelles; faire aussi le suivi auprès des familles; et en dernier lieu, le conselling familial, matrimonial et l'éducation sexuelle.

Des travailleurs sociaux, des psychologues, des criminologues, des sexologues, des sociologues et des technicien(ne)s en assistance sociale interviennent dans ces différents champs.”

dégradation des services à la population

—**n.csn**: Avez-vous aussi été affectés par les coupures budgétaires? Combien de postes ont été coupés et les services à la population en sont-ils affectés?

“Il faut d'abord situer le contexte. En 1980-81, l'employeur décidait de structurer ses services ce qui s'est traduit à toute fin pratique par une augmen-

tation des postes de cadres. Le ratio cadres/employés est passé de 1/8 à 1/6. Une augmentation du budget de 5% sans oublier que les salaires et les bénéfices marginaux des cadres représentaient 19% du budget et ce, sans augmenter les services directs à la population.

En 81-82 le gouvernement annonce qu'il faut couper dans les postes et non pas dans les services. Le plan de redressement budgétaire prévoit que l'administration locale doit couper de moitié (50%) son budget dès la première année. Évidemment l'administration locale a préféré couper dans les postes syndiqués plutôt que de toucher à l'encadrement.

Dans un premier temps ils ont aboli une vingtaine de postes dépourvus de leurs titulaires ce qui s'est traduit par deux mises à pied effectives.

Pour l'année 82-83, le MAS avise l'administration qu'elle devra réaliser l'autre partie du plan de redressement budgétaire et ce avant le 30 avril 1982 et que tout retard se soldera par une augmentation de postes coupés. Cette fois-ci ils couperont directement dans les salariés-e-s titulaires d'un poste et plus particulièrement chez celles et ceux

“CRÉER UN ÉTAT DE PANIQUE EN LANÇANT TOUTES SORTES D'HYPOTHÈSES AFIN DE FORCER LE SYNDICAT À RÉOUVRIR LA CONVENTION COLLECTIVE...”



À droite, Philippe Gauchy travailleur social au CSS Outaouais.

qui n'ont pas de sécurité d'emploi.

Les coupures ont entraîné et entraîneront des coupures dans tous les services à la population. Par exemple, il n'y a pratiquement plus de recrutement de familles d'accueil. On manque de ressources. Les travailleurs doivent suppléer en maintenant les enfants dans des situations sociales difficiles et parfois même insoutenables.

L'Outaouais vient en tête de liste pour la délinquance juvénile, le taux

de divorce et le chômage chez les jeunes. Malgré cette situation alarmiste, on coupe de manière aveugle dans les services.”

—**n.csn**: Quelle est la stratégie patronale pour implanter le plan de redressement budgétaire pour 1982-83?

“Cela consiste à créer un état de panique en lançant toutes sortes d'hypothèses afin de forcer le syndicat à réouvrir la convention collective sur des points tels le temps supplémentaire, frais de déplacement et la surcharge de travail. En contrepartie, l'employeur ne garantit pas qu'il n'y aura pas de coupures de postes.

—**n.csn**: Qu'est-ce que votre syndicat entend mettre de l'avant pour contrer les coupures de services à la population?

“Le syndicat a soumis au conseil d'administration ‘une proposition alternative de plan de compressions budgétaires’ qui met de l'avant le principe du maintien des services à la population et préconise le retour au nombre de postes de cadres d'avant 1980.

La manif du 3 avril est donc très importante pour nous, car elle nous permettra de dire au gouvernement que nous ne voulons pas faire seuls les frais de la crise.”

"Il n'y a pas de secteur privilégié"

Lors de son dernier congrès tenu les 11 et 12 mars à St-Jean-sur-Richelieu, le Conseil Central du Haut-Richelieu tenait des ateliers sur la crise. **Nouvelles-CSN** a rencontré Lionel Goyette, magasinier à la Commission scolaire régionale Honoré Mercier depuis 9 ans. Récemment, il a été élu vice-président de son syndicat. Lionel Goyette a bien voulu nous parler de son travail et nous commenter la période difficile que doivent traverser les travailleurs et travailleuses.

au service des étudiants

Lionel Goyette est en contact quotidiennement avec les étudiants. Son travail de magasinier consiste à distribuer

des outils aux étudiants en mécanique au professionnel court. Il doit voir à ce que chaque outil qu'il prête soit en bon état en plus de devoir prévoir la quantité de matériel dont chaque groupe d'élèves a besoin. Son travail l'amène aussi à discuter avec les étudiants de toutes sortes de problèmes et il doit leur montrer à bien entretenir leur coffre à outils car le matériel devra servir pour plusieurs années.

Le rythme de travail dans une école secondaire est essoufflant, pour tout le monde. "Les jeunes se lèvent parfois à 6 heures du matin pour venir à l'école et retournent chez eux à 5 ou 6 heures le soir. Ils n'ont pas tellement le temps de s'amuser." "Quand

200 élèves arrivent au magasin à 8h10, tu en sors et tu en rentres des outils".

Lionel Goyette est aussi président du Comité du mouvement du personnel de son syndicat. Son comité a fait des études sur les coupures de postes à sa commission scolaire.

En 1980, il y a eu 12 postes coupés, en 81 ce nombre augmentait à 28 et pour l'année 82, une quinzaine seront probablement coupés. Soulignons que sur les 28 postes coupés en 80, 14 sont en disponibilité et tout le monde fait du remplacement. Pour Lionel Goyette, les coupures de postes ce n'est pas sérieux parce que les administrateurs sont obligés de recruter du personnel à l'extérieur.

les conséquences des coupures

Ces coupures de postes dans les services amènent un surplus de travail aux salariés restants. Le service à la clientèle étudiante est ralenti et pose des problèmes aux étudiants qui doivent en subir les conséquences.

Pour ceux qui pensent que les travailleurs du secteur public sont des privilégiés, Lionel Goyette est en mesure de comparer puisqu'il a travaillé dans les deux secteurs. "Il n'y a pas de différence entre les deux secteurs, là où il y a une différence c'est quand les travailleurs ne sont pas syndiqués. J'ai fait du taxi et j'ai travaillé comme évaluateur à la ville et pour moi, il n'y a pas de secteur privilégié.

en bref...

**FESP —
conseil
fédéral les
26-27-28
mars
prochains à
Québec**

Lors de ce prochain conseil fédéral de la FESP, les délégués auront à se pencher entre autres sur la proposition du dernier congrès de la Fédération sur la participation de la CSN à la CSST ainsi que sur le projet du gouvernement concernant la restructuration scolaire.

Norbert Rodrigue, président de la CSN sera présent.



Un enlèvement résolu pour une participation massive à la manifestation inter-centrale du 3 avril, à Montréal. Et de nombreux débats sur les négociations à venir.

...petites nouvelles...

SOLIDARITÉ

Regalado remercie ceux qui l'ont soutenu

Même s'il a été libéré le 11 mars dernier, le journaliste salvadorien Victor Regalado, réfugié politique, est toujours menacé d'expulsion du Canada. Cette dernière bataille est toujours à gagner. L'opinion publique, qui a soutenu Regalado dans la bataille pour sa libération, doit demeurer mobilisée et s'opposer à son expulsion.

Dans une lettre qu'il a fait parvenir aux médias, Victor Regalado remercie toutes les personnes et les organisations qui l'ont soutenu:

Je suis content d'avoir l'occasion, aujourd'hui, de remercier la population du Québec et du Canada pour tout l'appui qu'il m'a témoigné durant mon incarcération. Malgré le caractère pénible de ma détention, je porterai en moi surtout le souvenir de ce soutien magnifique. Cet appui me sera d'une grande aide pendant la prochaine étape de mon combat difficile.

Dans ce combat, il ne s'agit pas seulement pour moi de gagner le droit de demeurer au Canada en tant que réfugié, mais surtout de me laver d'une accusation que je considère fautive et injuste, et contre laquelle on veut m'empêcher de me défendre. Je pense que personne ne doit être obligé de porter l'étiquette de "terroriste" pour le reste de ses jours sans avoir droit à un procès équitable.

Suite au communiqué du Solliciteur général Robert

Kaplan du 12 mars 1982, j'ai donné instruction à mes avocats de rectifier certains points que je considère erronés. En même temps, je veux dire, par cette lettre, que je crois sincèrement ne jamais avoir fait quelque chose qui puisse mettre en danger la sécurité nationale du Canada. À ma connaissance, je n'ai violé aucune loi canadienne lors de mon séjour en 1980.

Pour ces motifs, je déclare que je souhaite qu'on rende public tout mon dossier "secret". Sa divulgation, j'en suis convaincu, prouverait mon innocence et montrerait que toute cette affaire est une erreur terrible, ou une machination.

Victor Manuel Regalado Brito

Dans cette lettre d'accusation dont parle Victor Regalado, le solliciteur général du Canada, Bob Kaplan accuse le journaliste salvadorien d'avoir été accrédité comme journaliste de l'agence de presse cubaine, Prensa Latina, que Kaplan accuse d'être une couverture pour les services secrets cubains, d'avoir agi sur ordre d'un parti politique étranger, avec intention probable de poursuivre ses activités lors de son retour au Canada, "prétendument" à titre de visiteur.

Ceux qui défendent Victor Regalado demandent simplement de voir ces rapports secrets sur lesquels le ministre Kaplan s'appuie pour faire de telles déclarations.



**droit
au travail**

**selon la FNSBB
c'est 7,000
et non 32,000
travailleurs de la
construction
qui seront
déclassifiés**

Ce ne sont que 7,000 travailleurs de la construction qui risquent d'être touchés par le non-renouvellement de leur certificat de classification, et non 32,000 comme l'ont annoncé les journaux. De plus, sur ces 7,000, plus de la moitié peuvent faire réviser leur dossier et faire renouveler leur certificat.

**dans la
construction
dépôt du projet
CSN
de convention
collective**

Le projet de convention collective de la CSN dans la construction va être déposé dans les jours qui viennent. Suivront les dépôts aux tables de métiers, selon le calendrier des séances de négociations.



**organi-
sation**

**Canadian
Carborundum
le syndicat CSN
est accrédité**

Le commissaire du travail Conrad Rochette vient d'accréditer le Syndicat des travailleurs du Carborundum de Shawinigan (CSN) pour représenter les 180 employés de la compagnie Canadian Carborundum Ltée.

Passés à la CSD il y a dix ans, ces travailleurs ont décidé dans une proportion sans équivoque de 75% de revenir à la CSN et ont déposé leur requête en accréditation en ce sens le 20 janvier dernier.

Gulf

Un mois plus tôt, les 325 employé-e-s de l'usine Gulf, adjacente à celle de Carborundum, avaient également décidé de quitter la CSD pour revenir à la CSN.

Dans ce dernier cas, cependant, les procédures devant le commissaire du travail sont encore en cours.

Catelli

D'autre part, le Syndicat des travailleurs des Aliments Ault (CSN) vient également de recevoir son certificat d'accréditation pour représenter les 200 employé-e-s de cette entreprise de St-Hyacinthe qui

...petites nouvelles...

fabriquer les produits Catelli et Habitant.

Depuis 1960, ces travailleur(euse)s étaient membres du local 333 de l'Union internationale des travailleurs de la boulangerie, confiserie et du tabac (FAT-COI-CTC-FTQ).

facturières Mégantic a été accrédité. Il réunit sept personnes.

...



les employé-e-s de restaurant de Place Desjardins à la CSN

Les quelque 150 employé-e-s des restaurants et casse-croûtes de la Place Desjardins, à Montréal, viennent de déposer une requête en accréditation pour un syndicat CSN. Non syndiqué-e-s auparavant, ces travailleurs et travailleuses, à 70% des femmes, ont dénoncé les agissements patronaux pour briser le syndicat en formation. Les restaurants et casse-croûtes de la Place Desjardins sont propriété de Culinar à 51% et de la Société d'investissement Desjardins pour le reste.

victoire des cols bleus de Sorel

Les cols bleus de Sorel obtiennent une augmentation de salaire de 15% et pleine indexation pour leur première année de convention.

À la suite d'une grève de six semaines, pendant lesquelles les travailleurs ont assuré des services essentiels à la population, le syndicat des employés municipaux de Sorel (CSN) ont obtenu gain de cause pour leurs revendications.

"C'est une grève que l'employeur n'oubliera jamais", a souligné le président du syndicat Ronald Potvin, en précisant que cette victoire est due à la grande solidarité des travailleurs et l'appui de la population.

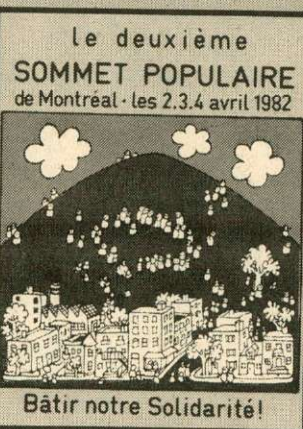
En terme de sécurité-santé, ils ont obtenu la pleine compensation en cas d'accident de travail, le refus de travailler en cas de danger, le médecin de leur choix et la reconnaissance d'un comité de santé-sécurité syndical de trois membres.



lock-out au centre d'intégration scolaire

Les 22 employé-e-s du Centre d'intégration scolaire (CIS), centre qui offre des services de rééducation et de récupération pédagogique à une centaine d'enfants en difficulté, ont été mis-e-s en lock-out. Ces travailleur-euse-s en sont à leur première convention collective: ils veulent la parité avec le secteur public.

à Montréal le deuxième sommet populaire, qui réunira le conseil central de Montréal et une soixantaine de groupes populaires. Il y aura des débats sur une dizaine de sujets différents, un spectacle ainsi qu'une fête, le soir du 3 avril. S'inscrire au conseil central de Montréal (514) 598-



Durant la fin de semaine de la grande manifestation inter-centrales CSN-CEQ-FTQ sur la crise, se tiendra

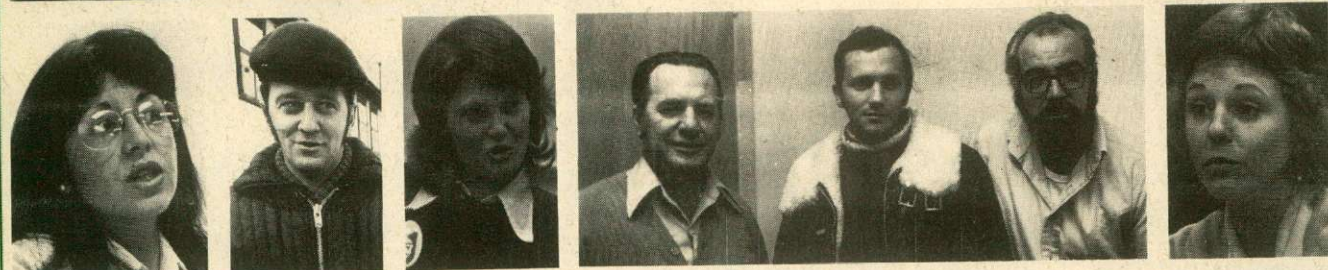


La Fédération internationale des droits de l'homme (des femmes aussi, sans doute) organise, à Montréal les 21-22 et 23 mai prochain, une conférence sur la violation des droits humains à travers le monde. Il y sera plus particulièrement question des détenu-e-s, des disparu-e-s ainsi que des peuples autochtones d'Amérique.

requête en accréditation à CPI

Les 65 employé-e-s de la compagnie Portes Industrielles, dans le parc industriel de St-Hubert, ont déposé une requête pour être représenté-e-s par un syndicat CSN.

Le syndicat des mesuriers et assistants-mesuriers de la division forestière des Industries manu-



TOUS ENSEMBLE

**POUR
DÉFENDRE NOS CONDITIONS
DE VIE**

Redonner du travail
à 350,000 travailleurs
et travailleuses en chômage,
parmi lesquels il y a plus
de 100,000 chefs de famille

Ramener les coûts du logement
à des niveaux raisonnables
avant d'être hypothéqué à jamais
par les taux d'intérêts et les taxes

Maintenir les services
publics et sociaux
dont tout le monde a besoin,
tous les jours,
et pour lesquels nous payons